

Comment travailler avec IFC

Créer des marchés, créer des opportunités

La Société financière internationale (IFC), membre du Groupe de la Banque mondiale, est la principale institution de développement au monde au service exclusif du secteur privé.

Elle collabore avec des entreprises privées dans une centaine de pays et consacre son capital, son expertise et son influence à l'élimination de l'extrême pauvreté et à la promotion d'une meilleure répartition des richesses. Au cours de l'exercice 2018, IFC a fourni plus de 23 milliards de dollars de financements à long terme pour améliorer les conditions de vie dans les pays en développement et pour résoudre les problèmes de développement les plus urgents.

COMMENT DEMANDER UN FINANCEMENT

IFC propose toute une gamme de produits financiers pour les projets réalisés au niveau du secteur privé dans les pays en développement. Pour pouvoir être admis à recevoir un financement d'IFC, un projet doit remplir un certain nombre de critères :

- il doit être réalisé dans un pays en développement, autrement dit un pays membre d'IFC ;
- il doit être réalisé par le secteur privé ;
- il doit être techniquement viable ;
- ses perspectives de rentabilité doivent être bonnes ;
- il doit avoir des retombées positives pour l'économie locale ; et
- il doit être viable sur le plan environnemental et social, et répondre aux normes environnementales et sociales d'IFC, ainsi qu'à celles en place dans le pays d'accueil.

PRÊTS. IFC consent des financements sur projet et des prêts aux entreprises pour son propre compte durant une période allant généralement de 7 à 12 ans. Elle accorde aussi des prêts à des intermédiaires bancaires, à des sociétés de crédit-bail et à d'autres institutions financières qui rétrocèdent ces ressources. Si, dans le passé, ses prêts étaient généralement libellés dans la monnaie des grandes nations industrielles, IFC accorde maintenant la priorité au montage de produits en monnaie nationale. IFC a fourni des financements libellés en plus de 50 monnaies nationales.

PARTICIPATIONS. La part des projets financés par IFC varie généralement de \$5 millions à \$100 millions, dans la limite de 25% de la valeur de l'investissement total. Concernant les expansions de projets, IFC peut investir jusqu'à 50 % de la valeur totale.

PROPOSITIONS D'INVESTISSEMENT

Une société ou un entrepreneur qui cherche à monter une nouvelle entreprise ou à développer une activité existante peut s'adresser directement à IFC pour lui soumettre une [proposition d'investissement](#). Après ce contact initial et un examen préliminaire, IFC peut donner suite au dossier en demandant à son interlocuteur une étude de faisabilité ou un plan d'entreprise détaillé avant de décider de procéder ou non à l'évaluation du projet.

Le [cycle des projets ou investissements](#) décrit les étapes que franchit une proposition d'activité économique pour devenir un projet financé par IFC. Veuillez visiter www.ifc.org/solutions pour plus d'informations.



Comment fournir des services consultatifs

IFC fait régulièrement appel à des consultants, particuliers ou entreprises, afin de réaliser des missions spécifiques. Toute personne intéressée peut consulter les offres en ligne et prétendre à toutes les opportunités du groupe Banque mondiale sur le lien suivant : www.wbgeconsult2.worldbank.org.

Ce système est utilisé par IFC pour réaliser efficacement la passation des marchés et fournir un système de candidature en ligne sécurisé qui aide tout postulant à gérer et surveiller sa candidature à l'appel d'offres.

PRÊTS SYNDIQUÉS

Pour soutenir le développement du secteur privé dans les marchés émergents, IFC sert de catalyseur afin de mobiliser des capitaux provenant d'autres sources étrangères et nationales. IFC mobilise des fonds par le biais de syndications -- les prêts « B » -- principalement avec des banques commerciales, et les prêts consortiaux parallèles, principalement avec d'autres institutions financières internationales, ainsi que la participation aux prêts « A » des banques commerciales ou d'autres institutions financières. En juin 2018, le montant des prêts syndiqués d'IFC était de \$7,8 milliards. En tant qu'institution multilatérale de développement, IFC bénéficie d'un statut de créancier privilégié de facto, octroyant un accès préférentiel aux devises étrangères en cas de crise d'échanges extérieurs dans les pays bénéficiaires de prêts d'IFC. Cela atténue le risque de transfert et de convertibilité pour l'organisation et ses participants dans les prêts « B ». Veuillez visiter www.ifc.org/syndications pour plus d'informations.

FINANCEMENT DU COMMERCE ET DES CHÂÎNES D'APPROVISIONNEMENT

Le programme mondial de financement du commerce mis en place par IFC garantit les obligations de paiement d'institutions financières agréées au titre d'échanges commerciaux. Il permet d'accroître le volume des crédits commerciaux que les banques peuvent accorder et de compléter les financements de ces dernières en faisant bénéficier de mécanismes d'atténuation des risques, au cas par cas, plus de 200 banques réparties dans plus de 80 pays.

SERVICES DE TRÉSORERIE

IFC mobilise des fonds sur les marchés financiers internationaux pour accorder des prêts au secteur privé et veiller à disposer de liquidités suffisantes pour conserver sa note AAA. Les émissions comprennent des obligations de référence dans des monnaies clés telles que les dollars des États-Unis, des émissions thématiques à l'appui de priorités stratégiques telles que le changement climatique, et des émissions dans des monnaies de pays émergents pour promouvoir le développement des marchés financiers. La majeure partie des prêts consentis par IFC sont libellés en dollars, mais la Société emprunte dans de nombreuses monnaies de manière à diversifier l'accès aux capitaux, réduire le coût des emprunts et soutenir les marchés financiers locaux. Veuillez visiter www.ifc.org/treasury pour plus d'informations.

IFC ASSET MANAGEMENT COMPANY

IFC Asset Management Company LLC (AMC), filiale à part entière d'IFC, mobilise et gère des fonds à l'appui d'investissements dans les pays en développement et sur les marchés pionniers. Créée en 2009, AMC a pour objectif d'aider les investisseurs à accéder aux projets d'investissement d'IFC sur les marchés émergents et d'accroître l'offre de capitaux à long terme sur ces marchés afin d'appuyer les objectifs d'IFC en matière de développement, tout en permettant aux investisseurs de faire des bénéfices, en tirant parti de l'envergure mondiale d'IFC, de ses normes, de ses méthodes d'investissement et de sa réputation.

BUREAUX D'IFC EUROPE DE L'OUEST

PARIS

66, Avenue d'Iéna
75116 Paris, France
Tel: +33 1 4069 3060

FRANCFORT

Bockenheimer, Landstraße 43
60325 Francfort, Allemagne
Tel: +49 69 743 48230

LONDRES

Millbank Tower, 12th floor
21-24 Millbank, SW1P4QP Londres, UK
Tel: +44 207 592 8400

BRUXELLES

17, Avenue Marnix, 2nd Floor
B-1000 Bruxelles, Belgique
Tel: +32 2 522 00 39

IFC Europe de l'Ouest a deux mandats fondamentaux :

1. **La coordination et la recherche d'un consensus** entre les gouvernements d'Europe de l'Ouest et les organisations financières internationales (IFI) basées en Europe sur la stratégie d'IFC, les investissements de haut niveau, et de nombreux sujets d'intérêt pour nos actionnaires européens tels que la stabilité des marchés financiers, l'accès à la microfinance, l'énergie à basse consommation et la protection de l'environnement. Le bureau d'IFC pour l'Europe de l'Ouest est aussi actif dans la levée de fonds et le développement de partenariats ciblés avec les bailleurs de fonds européens.

2. **Le développement de nouvelles affaires et la gestion des relations** avec les entreprises, les banques et les investisseurs établis en Europe de l'Ouest et la mise en place de partenariats/réseaux avec les IFI, les ONG, les associations professionnelles, les gouvernements et les assemblées parlementaires. Le bureau IFC Europe de l'Ouest est également activement impliqué dans la réponse aux crises à travers ses efforts dans le cadre du Plan d'action conjoint des IFI pour l'Europe centrale et orientale, le Plan d'action conjoint des IFI pour l'Afrique et le Programme de rachat des créances douteuses (DARP).

